

DEMANDE DE CARTE PROFESSIONNELLE DE FORMATEUR (DEMANDE DE PREMIERE CARTE)

L'ordonnance n° 2023-374 du 16 mai 2023 relative à la formation aux activités privées de sécurité a instauré une carte professionnelle de formateur (nouvel art. L. 625-11 du code de la sécurité intérieure) dont les conditions de délivrance ont été précisées par le décret n° 2024-311 du 4 avril 2024 relatif à la formation aux activités privées de sécurité.

La détention de cette carte, d'une durée de validité de 5 ans, sera **obligatoire à compter du 1^{er} mars 2025**.

Les services du CNAPS peuvent délivrer cette nouvelle carte à compter du **1^{er} septembre 2024**.

Les exploitants individuels ainsi que les dirigeants, gérants et associés de personnes morales exerçant l'activité de formation aux activités privées de sécurité doivent, en sus de l'agrément dirigeant d'organisme de formation, également détenir une carte professionnelle, dès lors qu'ils exercent effectivement l'activité de formateur.

Sont exemptés de l'obligation de détenir une carte professionnelle en qualité de formateur : les fonctionnaires titulaires, les magistrats de l'ordre judiciaire, les militaires d'active ainsi que les instructeurs en sûreté de l'aviation civile.

Par ailleurs, le demandeur ne doit pas avoir fait l'objet d'une interdiction d'exercice ou d'une mesure de retrait de sa carte professionnelle par le CNAPS.

La délivrance de la carte professionnelle de formateur **ne nécessite pas de justifier d'une aptitude professionnelle** mais prévoit le contrôle du respect de conditions de moralité, contrôle qui donnera lieu à une enquête administrative.

Pour que votre demande soit prise en compte, le formulaire doit être daté et signé.

► Je précise mon identité et mon adresse

NUB¹ : __ / __ / __ / __ / __ / __ / __

Madame Monsieur

Nom : _____ Nom d'usage : _____

Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____

Lieu de naissance : Ville : _____ Département : _____

Pays : _____

Adresse : _____

(N° de la voie) (Extension : bis, ter.) (Type de voie : avenue, etc.) (Nom de la voie)

Code postal : _____ Commune : _____

Pour faciliter la distribution du courrier, si vous êtes hébergé(e) chez un tiers, merci de compléter la mention suivante :

Chez M. / Mme _____

Téléphone mobile : _____ Téléphone fixe : _____

Courriel² : _____

J'autorise le CNAPS à utiliser mon courriel et mon numéro de téléphone afin de me contacter dans le cadre de l'instruction de ma demande.

¹ Ce numéro correspond aux 7 derniers chiffres figurant sur vos précédents titres délivrés par le CNAPS : CAR-010-2010-03-12-2010-0309715

² Les correspondances du CNAPS seront adressées prioritairement à cette adresse électronique. Renseignez votre adresse courriel en lettres capitales.

► J'identifie les pièces justificatives à joindre à ma demande

Le justificatif de mon identité :

(Veuillez cocher la case correspondant à votre situation)

- Pour les ressortissants français et ceux d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, une copie recto-verso d'un titre d'identité en cours de validité mentionnant la date et le lieu de naissance (carte nationale d'identité ou passeport)
- Pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, si la pièce d'identité ne mentionne pas la date et le lieu de naissance, joindre également un extrait d'acte de naissance
- Pour les ressortissants étrangers, hors État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, veuillez fournir :
 - Une copie recto-verso de votre titre de séjour en cours de validité autorisant l'exercice d'une activité salariée ;
 - Si vous êtes étudiant, vous devez produire une copie recto-verso de votre titre de séjour en cours de validité portant la mention « étudiant-élève » ;
 - Si vous êtes étudiant de nationalité algérienne, vous devez produire une copie recto-verso de votre titre de séjour en cours de validité portant la mention « étudiant-élève » et une copie de votre autorisation provisoire de travail délivrée par la préfecture.
- Si vous êtes né(e) en Polynésie française ou à Wallis-et-Futuna, veuillez fournir un acte de naissance datant de moins de trois mois.

Si vous êtes ressortissant étranger, veuillez fournir :

Le document original équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire du pays d'origine ou de provenance, de moins de trois mois, accompagné d'une traduction en langue française effectuée par un traducteur certifié.

Le justificatif de mon adresse :

(Veuillez cocher la case correspondant à votre situation)

- Pour tous les demandeurs, un **justificatif de domicile daté de moins de 3 mois**: facture de téléphone (téléphonie fixe exclusivement), facture d'électricité ou de gaz, quittance de loyer d'un organisme social ou d'une agence immobilière ou titre de propriété, facture d'eau, attestation ou facture d'assurance du logement, relevé de la CAF mentionnant les aides liées au logement.
ATTENTION : si le justificatif de domicile est un avis d'imposition ou un certificat de non-imposition ou le justificatif de taxe d'habitation, ce doit être celui de l'année en cours.
- Si vous êtes hébergé, la copie de la pièce d'identité de la personne qui vous héberge, une lettre de l'hébergeant signée certifiant que vous habitez chez elle de manière stable ou depuis plus de trois mois, un justificatif de domicile de moins de 3 mois au nom de l'hébergeant

Le justificatif du niveau de connaissance de la langue française :

Pour tous les ressortissants étrangers, y compris les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, joindre un justificatif du niveau de connaissance de la langue française au moins égal au niveau B1 du cadre européen pour les langues du Conseil de l'Europe, parmi les documents ci-dessous :

- Diplôme national du brevet
- Tout diplôme attestant un niveau de connaissance de la langue française au moins équivalent au niveau B1 (exemples : DELF OU DCL)
- Tout diplôme délivré par une autorité française, en France ou à l'étranger, sanctionnant un niveau égal au niveau 3 de la nomenclature nationale des niveaux de formation (exemples : BEP, CAP, CQP, TFP ou autres titres enregistrés au RNCP)
- Une attestation de réussite au test de connaissance du français (TCF) de France Education International délivrée depuis moins de deux ans et équivalent au minimum au niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues
- Une attestation de réussite au test d'évaluation du français (TEF) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), délivrée depuis moins de deux ans et équivalent au minimum au niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues
- Une attestation de comparabilité délivrée par l'organisme ENIC-NARIC pour les ressortissants ayant obtenu un diplôme délivré à l'issue d'études suivies en français par les autorités de l'un des pays suivants (Etats francophone, Algérie, Maroc, Tunisie).

► Je signe ma demande

Je certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur cette déclaration sont complets, exacts et sincères. Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1, 441-1 et 441-6 du Code pénal).

- Je certifie avoir pris connaissance des informations relatives au traitement des données à caractère personnel présentes à la fin du présent formulaire.
- Je m'engage à fournir au CNAPS un dossier complet.

Fait à : _____

Le _____

Signature obligatoire

► J'envoie ma demande

Vous pouvez envoyer votre demande à la délégation territoriale dans le ressort de laquelle vous êtes domicilié. Pour la connaître, vous pouvez cliquer sur le lien suivant :

<http://www.cnaps.interieur.gouv.fr/Outils/Nous-contacter>

Vous pouvez également déposer votre dossier de demande de carte professionnelle de formateur sur le téléservice de dépôt du CNAPS :

[lien téléservice de dépôt](#)

LE CNAPS VOUS INFORME - DONNÉES PERSONNELLES

I. Responsable de la collecte des données personnelles

Pour les informations collectées dans le cadre de l'utilisation des traitements mis en œuvre par le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), et notamment des « Téléservices », le responsable du traitement des données personnelles est : le CNAPS, représenté par son Directeur.

II. Finalités des traitements et nature des données collectées

Le CNAPS est susceptible de traiter tout ou partie des données recueillies via ses « Téléservices » ou des demandes de titres (dossiers papier) réceptionnées par la voie postale après transmission par les usagers candidats à des activités privées de sécurité.

Ces données sont destinées :

- à permettre l'instruction des demandes déposées par les personnes physiques ou morales en vue d'obtenir la délivrance ou le renouvellement des titres (cartes professionnelles, agréments et autorisations) permettant d'exercer des activités privées de sécurité ou d'accéder à une formation professionnelle aux métiers de la sécurité privée;
- à permettre aux utilisateurs de pouvoir suivre l'état d'avancement de l'instruction de leurs demandes en ligne ;
- à permettre à une personne désireuse de recourir à une société de sécurité ou d'employer des personnels de sécurité, de vérifier la validité des autorisations CNAPS.

En outre, le traitement « DRACAR NG », système d'information opérationnel interconnecté aux « Téléservices », est utilisé par le Conseil national des activités privées de sécurité dans le cadre de l'exercice de sa mission de police administrative (comprenant la délivrance, le renouvellement et le retrait des autorisations), prévue par les dispositions de l'article L. 632-1 du code de la sécurité intérieure, et afin d'assurer la gestion ainsi que le suivi des autorisations délivrées ou retirées. Il est également utilisé par l'établissement dans le cadre de l'exercice de sa mission disciplinaire, prévue par ces mêmes dispositions, afin de contrôler la régularité de l'exercice, par une personne physique ou une personne morale, d'activités privées de sécurité, en s'assurant notamment de la validité de leurs autorisations administratives.

En application des dispositions de l'article 6.1 e) du règlement général sur la protection des données (RGPD), ces traitements informatiques relèvent de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le CNAPS en sa qualité d'organe de régulation et de contrôle des activités privées de sécurité.

Les données recueillies comprennent :

- Pour les personnes physiques : nom d'usage et de naissance, prénom, date de naissance, nationalité, situation familiale, adresse de résidence, numéro de téléphone, courriel.
- Pour les personnes morales : numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, coordonnées du représentant légal et adresse du siège social.

Le traitement « DRACAR NG » comprend, en sus des données précitées, les numéros des titres dont les intéressés, personnes physiques et personnes morales, sont détenteurs, ainsi que leur NUB (numéro d'identification interne des détenteurs de titres permettant l'exercice d'activités de sécurité).

III. Droits des utilisateurs

Conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur, les utilisateurs des « Téléservices », ou les usagers des formulaires papier de demande de titre, disposent des droits suivants :

- Droit d'accès et de rectification ;
- Droit à la limitation du traitement des données confiées.

Si l'utilisateur souhaite savoir comment le CNAPS utilise ses données personnelles, ou faire valoir ses droits, il peut contacter le correspondant du délégué ministériel à la protection des données en joignant une copie de sa pièce d'identité :

- Par courriel, à cnaps-protection-donnees@interieur.gouv.fr ;
- Par écrit, à l'adresse suivante : CNAPS, Délégué à la protection des données, BP 8 9999, CS 80023, 75 009 Paris.

En outre, ce traitement est contrôlé par le délégué ministériel à la protection des données du ministère de l'Intérieur (Délégué ministériel à la protection des données – Ministère de l'intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08). Les utilisateurs peuvent également déposer une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07 - www.cnil.fr/fr/plaintes).

Pour plus d'informations sur ses droits, l'utilisateur peut aussi consulter le site internet de la CNIL (www.cnil.fr) .

IV. Destinataires des données personnelles

Dans la limite de leurs attributions respectives et pour les finalités rappelées ci-dessus, les principales personnes susceptibles d'avoir accès aux données mentionnées au point II sont les agents du CNAPS.

V. Durées de conservation des données

Les données à caractère personnel collectées pour les finalités décrites ci-dessus sont conservées suivant les règles suivantes :

| | Durées de conservation |
|---|---|
| Dossier d'autorisation préalable à la formation professionnelle | 12 mois |
| Dossier d'autorisation provisoire d'exercice | 12 mois |
| Première demande de carte professionnelle pour une activité de protection des navires | 1 an et 6 mois |
| Dossier de demande de carte professionnelle : cas général | 5 ans et 6 mois |
| Dossier d'autorisation d'exercer pour les personnes morales | conservés jusqu'à la cessation d'activité de la personne morale |
| Dossier d'autorisation d'exercice des prestataires de formation | 5 ans et 6 mois |
| Dossier d'autorisation provisoire d'exercice des prestataires de formation | 12 mois |
| Dossier sans suite ou dossier rejeté | 2 ans |
| Dossier de recours | 2 ans à compter de la clôture du contentieux |